

La recherche féministe: le rendez-vous de Rabat

par Marie-Andrée Roy, directrice

Du 21 au 25 octobre dernier s'est tenu à Rabat, au Maroc, le 5^{ème} Congrès international des recherches féministes dans la francophonie plurielle sur le thème du *Féminisme face aux défis du multiculturalisme*. Organisé sous la responsabilité de la professeure Malika Benradi, présidente de l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement, ce congrès a permis de réunir près de 200 participantes d'Afrique, d'Europe et des Amériques.



Quelques participantes au Congrès international des recherches féministes dans la francophonie plurielle (Rabat)

Le Québec a été activement présent à ce congrès, notamment grâce à une importante délégation de l'IREF et de son Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (ARIR). Des professeures et des membres de l'IREF ont présenté plusieurs communications dans différents ateliers du congrès. De plus, deux grandes activités se sont déroulées sous notre responsabilité : l'atelier *Penser et agir le Nous femmes: tensions et paradoxes* qui a permis de rendre compte des multiples travaux de l'ARIR et l'atelier organisé par le Consortium des études féminis-

tes francophones au Québec et au Canada, sous la responsabilité de Francine Descarries, sur *Les enjeux de l'intégration et du développement de la formation et de la recherche féministes au sein des universités francophones à travers le monde*. L'atelier de l'ARIR a été un franc succès et a notamment permis de mettre en lumière la fécondité de nos pratiques en matière de production et de diffusion du savoir. En effet, à l'ARIR, la recherche se fait en partenariat avec des groupes de femmes et implique de nombreuses étudiantes assistantes

de recherche qui sont associées à toutes les étapes du processus de production de la recherche. Cela se reflétait, au moment de la diffusion des résultats au congrès, dans la composition de notre délégation qui comprenait des travailleuses de Relais-femmes et plusieurs étudiantes qui ont toutes présenté des communications scientifiques de qualité. On comprendra que ce mode de production de la recherche en partenariat augure bien pour le transfert des connaissances ou, pour ce qui est maintenant convenu d'appeler, la mobilisation des connais-

..... suite à la page 2

sances. On comprendra également qu'il n'y a pas meilleure école de formation de la relève féministe que le fait d'associer nos étudiantes à nos travaux de recherche et à leur diffusion. Elles étoffent également ainsi leur curriculum vitae en vue d'obtenir des bourses d'excellence ou, plus tard, un emploi.

L'atelier sur les enjeux de l'intégration de la formation et de la recherche féministes dans les universités francophones a pour sa part permis de réunir des universitaires d'une douzaine de pays qui ont échangé sur leurs pratiques actuelles en matière de formation et de recherche féministes. On a pu constater que, s'il y a plusieurs milieux dynamiques ou recherche et formation féministes se conjuguent bien (je pense ici à nos collègues de Lausanne en Suisse qui seront d'ailleurs les hôtes du prochain congrès dans trois ou quatre ans),

plusieurs chercheuses féministes sont isolées et disposent de moyens extrêmement limités pour développer leurs travaux. Nous étions unanimes à reconnaître le besoin de réseautage de la recherche féministe francophone au niveau international. Nous nous sommes donné rendez-vous au prochain congrès !

En terminant, je tiens à souligner que plusieurs professeures et étudiantes ont bénéficié, en plus du support de l'ARIR, de l'appui financier de la Faculté de sciences humaines pour participer au congrès. Cela a été très apprécié. Enfin, je remercie sincèrement notre chère collègue **Francine Descarries** qui a joué un rôle déterminant pour rendre possible cette belle aventure féministe !

Sommaire

→ La recherche féministe: le rendez-vous de Rabat	p. 1
→ Bourses d'études 2008	p. 2
→ Entrevue avec la professeure Francine Descarries	p. 3
→ Mieux comprendre les réalités sexuelles et amoureuses...	p. 7
→ Retombées concrètes de la recherche «Vieillir en étant soi-même»	p. 9
→ Séminaire de recherche avec Micheline de Sève	p. 10
→ Nouvelles parutions	p. 15

Bourses d'études 2008

par Lori Saint-Martin, coordonnatrice de l'enseignement

Le comité d'attribution des bourses, formé de **Sylvie Jochems**, de **Thérèse St-Gelais** et de **moi-même**, s'est réuni cet automne pour attribuer l'ensemble des bourses offertes par l'IREF. Les deux bourses de 1000\$ accordées à un-e étudiant-e de deuxième cycle, à savoir:

- **la bourse de l'IREF et la bourse Anita-Caron** ont été remportées par **Mélanie Dulong** et par **Mercédès Baillargeon**. Toutes deux font une maîtrise en études littéraires.
- **la bourse Christine Corbeil/Francine Descarries-Conciliation études-famille** (ouverte aux deux cycles universitaires) a été accordée à **Karine Mathieu**, étudiante au baccalauréat en science politique.

En l'absence de candidatures recevables, les deux bourses de 500 \$ réservées aux personnes inscrites à l'un des programmes de premier cycle en études féministes n'ont pas été attribuées. Le concours sera rouvert à l'hiver 2009. Avis aux intéressées !

Je tiens à féliciter les lauréates ainsi qu'à remercier les membres du comité et toutes nos donatrices et nos donateurs de leur générosité.

Enseigner est un acte militant

par Mélissa Blais, doctorante en sociologie et adjointe de recherche à l'IREF¹



Récipiendaire de plusieurs prix (dont le Prix Femmes de mérite, Secteur éducation, de la Fondation Y des femmes de Montréal en 2002) pour ses contributions dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, Francine Descarries enseigne au Département de sociologie à l'UQAM depuis 1985. Elle s'investit depuis plusieurs années dans le développement et la promotion des études et de la recherche féministes. Présentement directrice scientifique de l'Alliance de recherche IREF/ Relais-femmes (ARIR), elle est également connue pour ses écrits sur le mouvement des femmes québécois et ses analyses sur la maternité et l'articulation famille-travail. Francine Descarries discute ici de sa trajectoire, de son engagement, de sa conception de l'enseignement et de sa vision des études féministes.

MB : Comme vous êtes présente à l'IREF depuis ses débuts, soit dans les années 1990, quel a été votre rôle dans le développement de l'Institut?

FD : L'Institut est né d'une entreprise collective. Nous étions un certain nombre de professeures déjà investies dans le GIERF², le regroupement des professeures en études féministes de l'UQAM, qui comptait des professeures fort dynamiques présentes depuis un peu plus longtemps que moi. Je pense à Évelyne Tardy, Christine Corbeil, Nadia Fahmy-Eid, Ruth Rose, Simone Landry, Jacqueline Lamothe, Ellen Jacobs et bien d'autres encore. Le projet est né de discussions collectives; nous étions toutes solidaires de cette idée qu'il nous fallait créer un institut. Au final, c'est grâce à des femmes déterminées, comme Louise Vandelac et Anita Caron, que l'IREF a vu jour, ainsi qu'à la capacité de l'UQAM à rester ouverte aux initiatives.

À cette période, la volonté de nous regrouper pour former une force multidisciplinaire était novatrice et originale, puisque nous concevions le féminisme comme un champ d'études et de recherches qui devait pénétrer tous les départements. En ce sens, l'Institut nous permettait à la fois de nous regrouper et d'œuvrer dans nos disciplines respectives.

MB : Quels événements vous ont amenée à devenir féministe?

FD : Cela a été une lente progression. Pour cette raison, je regarde avec beaucoup de sympathie les jeunes à qui on dit, *mais comment, tu n'es pas féministe?* puisque je considère que nous ne devenons pas nécessairement féministe à 18 ans, à 20 ans ou à 22 ans. En lien avec nos recherches actuelles sur le mouvement des femmes, je dirais qu'être féministe, c'est une manière d'être et une volonté politique d'appréhender autrement la dynamique sexuée des rapports sociaux.

(...) être féministe,
c'est une manière
d'être et une volonté
politique d'appréhender
autrement la dyna-
mique sexuée
des rapports sociaux.

Dans mon cas, deux événements ont été marquants dans ma prise de conscience. D'abord, mon retour aux études, qui s'est fait à l'âge de 27 ans, soit au moment où je venais d'accou-

cher de ma deuxième fille. Ayant interrompu mes études à l'âge de 16 ans pour des raisons familiales et de précarité économique, je suis revenue aux études dès que l'occasion m'en a été donnée. Je suis retournée aux études probablement parce que je sentais que je voulais faire autre chose de ma vie que d'être une mère de famille à la maison. J'ai toujours travaillé, mais le travail que je faisais, à cette époque, était peu compatible avec les responsabilités familiales. Mon retour aux études m'a fait prendre conscience que je n'arriverais pas à me réaliser sans prendre une part active à l'effervescence social d'alors. Puis, dans le cadre de mes études collégiales, pour une raison ou une autre — mais je ne saurais pas mettre le doigt sur l'élément déclencheur —, j'ai commencé à m'intéresser à la situation des femmes et particulièrement à l'intensification de leur participation au milieu du travail qui constituait alors un trait marquant de l'époque. Par la suite, et de façon progressive, j'ai élargi mes intérêts et mon investigation à différentes autres facettes de la vie des femmes.

Au cours de mes études universitaires, je suis venue en contact avec la pensée féministe radicale et je n'ai pas hésité à clamer sur tous les toits, dans tous les foyers et dans toutes les chaumières, la nécessité d'abattre le système patriarcal, le besoin pour les femmes de se libérer, de s'émanciper. D'un féminisme agissant ou militant, je suis passée à un féminisme plus théorique et intellectuel, lorsque, en 1978, j'ai mis sur pied avec deux autres collègues étudiantes un collectif d'enseignement à l'Université de Montréal pour donner le premier cours en sociologie de la condition féminine, mais aussi, après avoir écrit mon mémoire de maîtrise sur la reproduction sociale de la division sociale des sexes.

En somme, je pense que je suis devenue féministe en m'interrogeant

sur ma propre vie et celles des femmes autour de moi, non parce que je n'étais pas satisfaite de ma situation familiale, mais bien parce qu'il m'était impossible d'accepter l'idée que les rôles, places et positions qui étaient réservés aux femmes dans la société étaient sur-déterminées par leur sexe et que, pour ma part, la maternité serait la seule dimension à travers laquelle me définir et me valoriser. Ainsi est né le questionnement qui m'a menée au féminisme.

MB : Féministe, d'accord, mais pourquoi en sociologie ?

FD : Une fois que j'ai goûté à la potion féministe, j'y suis restée totalement accrochée, sauf durant les années où je préparais ma thèse de doctorat en sociologie de la science. Mais si initialement j'ai choisi la sociologie comme discipline de formation c'est que je voulais acquérir les outils théoriques et méthodologiques nécessaires pour comprendre le monde et travailler à sa transformation. La sociologie m'apparaissait alors, et encore aujourd'hui, la meilleure voie pour y arriver. De plus, suite à la publication de mon mémoire de maîtrise *L'école rose... et les cols roses*³, j'ai constaté la pauvreté du matériel académique disponible au Québec et le peu de connaissances que nous avions de l'histoire des femmes et de la dynamique sociale qui préside à l'organisation de leur vie. Il devenait donc évident pour moi, que je devais trouver le moyen de poursuivre ma carrière universitaire en m'investissant pleinement dans le développement des études féministes et à leur inscription dans les différents champs disciplinaires. Cette ambition demandait également que je me spécialise dans un autre domaine afin de me donner de meilleures chances d'embauche dans un département de sociologie.

J'ai donc été engagée au Département de sociologie comme méthodologue, rôle que j'ai exercé pendant quelques années. Tout le monde savait que mes

intérêts étaient largement orientés vers les études féministes et cela n'a aucunement constitué un obstacle à mon embauche au Département de sociologie de l'UQAM. J'ai par ailleurs toujours désiré y maintenir mon appartenance et considéré la sociologie comme ma discipline de base, le fondement de ma démarche, de ma perspective. La sociologie a formé mon regard sur le monde et continue de le faire.

MB : Qu'est-ce que l'enseignement féministe selon vous, qu'est-ce qui le caractérise ?

FD : L'enseignement féministe, c'est donner accès à l'héritage légué par les femmes à travers l'histoire, leur réflexion de ce qu'était une femme et de ce qu'était la société de leur point de vue de femmes. C'est aussi rendre compte de la présence des femmes à travers l'histoire, non pour la glorifier ou pour identifier des personnages mythiques de l'histoire, mais pour montrer comment le patriarcat a opéré la construction de l'infériorisation des femmes et comment il a limité leur accès aux ressources sociales, politiques, citoyennes, etc. Enseigner les études féministes, c'est également discuter des diverses dynamiques des mouvements des femmes à travers le monde — dans mon cas, particulièrement au Québec et, dans une certaine mesure, au Canada —; c'est montrer comment un groupe dominé, qui est posé dans un rapport de pouvoir, a pu prendre en main son histoire et revendiquer les outils de sa libération.

Sur le plan théorique, enseigner les études féministes, c'est enseigner les modèles d'analyse qui replacent les femmes et leur expérience dans l'analyse, mais qui, surtout, introduisent les rapports de sexe comme un des grands facteurs de division et de hiérarchie dans la dynamique et l'interaction sociale. Plus récemment, enseigner les études féministes, c'est

montrer comment dans la société actuelle se joue la *coconstruction* des rapports sociaux de division et d'inégalité, puis montrer à quel point nous vivons toujours dans des sociétés clivées où des groupes d'intérêt défendent encore leur position, leur posture et leurs ressources. En ce sens, les femmes font partie de groupes, de classes, qui sont marqués par un rapport politique socioéconomique.

L'enseignement féministe, c'est également rendre compte de l'androcentrisme des sciences telles qu'elles ont toujours été développées. Enfin, il y a aussi une partie de militance dans l'enseignement des études féministes. Pour moi, enseigner est un acte militant. Je conserve cette belle phrase de Ti-Grace Atkinson, que je cite de mémoire : «Théoriser le vécu des femmes, c'est aussi faire un acte de militance, puisque les femmes n'ont jamais été pensées.» Nous devons, en tant qu'intellectuelles, aider les femmes à se penser, à agir. Je crois qu'enseigner les études féministes, c'est donc aider les femmes, mais aussi les hommes, à penser les femmes et les rapports de sexe. C'est tenter de comprendre comment on doit outiller les individus afin qu'ils puissent acquérir les prédispositions pour penser l'égalité. Pour moi, enseigner les études féministes, c'est fournir des outils à des étudiantes et à des étudiants pour qu'elles et qu'ils en viennent à penser comme allant de soi l'égalité, tout en les amenant à agir en conséquence. D'un point de vue militant, enseigner, c'est déconstruire l'idée de l'égalité déjà-là; enseigner les études féministes, c'est enseigner une problématique de changement. Pour moi, enseigner, c'est viser la formulation de nouveaux modèles, de nouvelles façons de concevoir.

J'aimerais ajouter que je suis très choyée. J'ai été comblée, et encore plus depuis les 10 dernières années, par des étudiantes qui sont venues en

études féministes par choix, et non par nécessité, justement par désir de changer le monde. Une des grandes joies de ma carrière d'enseignante, peut-être même un peu aux dépens de ma carrière de chercheuse, a été d'accompagner de très belles étudiantes, de très beaux cerveaux, des femmes qui demain, je pense, feront la différence. Je ne suis pas inquiète pour la relève. Il y a bien plus de relève autour de moi qu'il y en avait il y a 10 ans ou 20 ans.

MB : Quel est l'héritage que vous aimeriez leur transmettre ?

FD : J'aimerais leur insuffler l'enthousiasme de travailler pour le changement social, pour une plus grande égalité, une plus grande équité et une plus grande justice sociale. J'aimerais léguer à mes étudiantes et à mes collègues, l'amour de la connaissance, l'amour d'apprendre, la curiosité intellectuelle et l'imagination sociologique. Du point de vue de ma propre discipline, ce qui m'apparaît le plus important — il s'agit d'une des contributions des études féministes, du moins comme je les envisage —, il faut amener les individus, les élèves, les professeur.e.s, à désirer la société autrement, à la penser autrement. Tant et aussi longtemps qu'on s'arrêtera à des modèles connus, il sera difficile de trouver de nouvelles solutions ou de développer de nouvelles pratiques, voire d'accepter ces nouvelles pratiques.

Tant et aussi longtemps qu'on s'arrêtera à des modèles connus, il sera difficile de trouver de nouvelles solutions ou de développer de nouvelles pratiques, voire d'accepter ces nouvelles pratiques.

Prenons deux exemples concrets. J'ai écrit, à plusieurs reprises, qu'il n'y a pas de crise de la famille, mais une crise de la façon dont on pense la famille. C'est la même chose pour la maternité. Nous n'arriverons pas à penser une autre façon de vivre la parentalité tant et aussi longtemps que nous penserons la maternité comme les philosophes, les médecins, et même comme nos mères. Je pense que le rôle de la sociologue est précisément d'amener les gens à décrocher des idées reçues, afin de concevoir une nouvelle façon d'être et de vivre en société... J'aimerais léguer à mes étudiantes ce goût de changer la société. Pour trouver des solutions, il faut accepter l'introduction, pas à pas s'il le faut, des transformations qui rendront désuète la nécessité d'évoquer les anciens modèles. Ce que je demande à mes étudiantes, c'est d'avoir l'envie du changement, le goût de s'impliquer socialement. Il y a toute sorte de façons de s'impliquer socialement. Ce qui est important, c'est d'être consciente que toutes les actions que l'on pose ont des conséquences sociales.

MB : Mais pense-t-on le changement social de la même manière en «études féministes» qu'en «études de genre» ou en «women's studies»?

FD : Premièrement, la distinction entre «études féministes» et «women's studies» nous a toujours tenue à cœur à l'IREF. Notre conviction est que les études féministes — la théorie féministe ou l'analyse féministe — proposent une perspective, une approche, un modèle de compréhension du monde. Ce modèle doit être investi par et dans chacune des disciplines. Ce n'est pas en créant un département spécialisé sur les femmes que nous pouvions obtenir ce résultat. Dans les «women's studies», les femmes deviennent un objet d'analyse. Ce sont des études *sur* les femmes. Je fais souvent cette distinction avec mes étudiantes, à savoir que

la perspective féministe permet d'analyser tous les sujets, que ce soit la guerre, les contrats de travail des bûcherons dans le Grand Nord, etc. Elle permet d'analyser le monde, le changement, les transformations sociales, et ce, à partir d'un regard qui pose la division sociale des sexes, la division sexuelle du travail et le patriarcat comme les lieux de la théorisation. Les «études féministes» se servent de cet appareillage conceptuel pour tenter de comprendre le monde et sa transformation. Par ailleurs, le féminisme se transforme et les études féministes considèrent maintenant qu'il n'est plus question d'analyser les inégalités sociales à partir du seul point de vue des femmes, mais plutôt à partir d'une *coconstruction* des différents rapports sociaux de division et de hiérarchie, que ce soit la classe, la race, le sexe, etc.

Quant aux études de genre, je pense qu'elles véhiculent une vision un peu édulcorée des études féministes, qui doivent accorder la priorité à une analyse formulée en terme de rapport de pouvoir. Souvent, il m'apparaît que la perspective «genre» est utilisée uniquement à des fins de commodité ou de stratégie, soit pour faire accepter le féminisme dans des lieux qui seraient plus réfractaires à l'étiquette «féministe». Mais je crains qu'à long terme, les «études de genre» donnent lieu et place à des analyses différenciées selon les sexes plutôt qu'à une analyse féministe, c'est-à-dire que la perspective féministe se résume à une simple déclaration de principes. En relisant par exemple l'analyse d'Eleni Varikas⁴, on réalise rapidement que la perspective du «genre» est multiforme et que le terme est polysémique. C'est à se demander pourquoi utiliser un tel terme avec autant de significations, alors même que l'on sait très bien ce que veulent dire «rapport de sexe», «rapport de classe de sexe», «rapport de pouvoir» et «patriarcat». Pourquoi utiliser le terme «genre», si ce n'est

que pour essayer de *déradicaliser* les perspectives et analyses des rapports de sexe ?

Je crois comprendre que la popularité de la perspective du «genre» répond à une volonté de briser la dialectique des rapports binaires. Malheureusement, on sait fort bien que notre société est encore organisée autour des antagonismes des rapports de sexe. Il y a une différence entre théoriser un continuum et porter un regard sur la réalité clivée dans les faits. Pour la sociologue, c'est la réalité qu'il convient de regarder. Or cette réalité, il faut la penser en termes de rapports de sexe. «Rapport de sexe» est synonyme des «études féministes». «Féministes» parce que dans «rapport de sexe», on trouve les dimensions du pouvoir et du conflit qui sont loin d'être réglées. Les «études féministes» ont donc encore leur raison d'être. C'est évident que, comme tout le monde, je souhaite un jour leur disparition! Cependant, à observer les événements un peu partout dans le monde, je dois admettre qu'on en est loin...

J'espère donc que mes collègues et mes étudiantes assurent la pérennité et le dynamisme des études féministes tant et aussi longtemps qu'elles seront nécessaires. Un jour, dans un article, nous nous demandions si le féminisme allait survivre à son succès. Selon ce que je vois dans le monde, et même près de moi, nos succès ne sont pas encore assez grands pour qu'on puisse se reposer sur nos lauriers.

Mélissa : Francine Descarries, merci !

-
- ¹ Merci à Marie-Ève Blanchard, étudiante à la maîtrise en études littéraires-concentration études féministes, pour la rédaction du verbatim.
 - ² Groupe interdisciplinaire d'enseignement et de recherches féministes (1976-1990).
 - ³ *L'école rose... et les cols roses*, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980; (réédition : Ste-Foy, Centrale de l'enseignement du Québec, 1983).
 - ⁴ *Penser le sexe et le genre*, Presses universitaires de France, 2006.

Recherches et interventions éducatives auprès des filles et des garçons

Mieux comprendre les réalités sexuelles et amoureuses des jeunes en difficulté pour favoriser des rapports égaux et respectueux

par Hélène Manseau, Philippe Benoît Côté, Martin Blais, Département de sexologie

Suite à une expérience de plusieurs années de concertation auprès des éducateurs œuvrant auprès des jeunes en difficulté hébergés en centres jeunesse, notre équipe de recherche a conçu et implanté deux programmes d'éducation sexuelle pour les adolescents en difficulté. En 1997, à la demande du Centre jeunesse de Laval, une première étude qualitative a été réalisée sur la sexualité et la maternité des jeunes filles hébergées en centre de réadaptation (CR). Les constats de cette étude ont fait valoir l'importance de mettre sur pied une intervention éducative sur la sexualité qui tenait compte à la fois de la réalité des jeunes adolescentes résidant en CR et de celle des intervenants œuvrant auprès d'elles. En 2002, le même processus a été réalisé auprès des garçons, cette fois-ci sous l'angle de la paternité et de la masculinité.



De gauche à droite: Philippe Benoît Côté, Hélène Manseau et Martin Blais

La démarche de planification de ces deux programmes s'appuie sur une logique qualitative et participative où les discours de l'ensemble des acteurs impliqués sont reconnus, encouragés et intégrés aux programmes. Dans cette perspective, il importait de recueillir le point de vue des personnes qui participent de près ou de loin à la construction de la réalité sexuelle des jeunes visés : les jeunes eux-mêmes, certes, mais également les intervenants œuvrant auprès d'eux. Les témoignages des jeunes et des intervenants ont été analysés et présentés à des groupes d'éducateurs

et de gestionnaires. Dans une recherche de concertation, ces derniers ont proposé des pistes de solution afin de répondre aux besoins des jeunes dans les contraintes d'intervention qui caractérisent les CR. Ces processus de concertation ont été l'occasion de démystifier certaines conceptions de la sexualité des jeunes, de travailler sur les attitudes des éducateurs face à la sexualité des jeunes, de les outiller pour mieux intervenir et de trouver des solutions à des conjonctures structurelles défavorables à l'intervention. Ce travail en amont fait l'originalité de notre démarche qualitative et participative.

(...) nos travaux tentent de favoriser l'émancipation et la responsabilisation des jeunes en difficulté face à la sexualité et aux stéréotypes sociaux sur la sexualité.

Inspirés, entre autres, du cadre théorique critique, nos travaux tentent de favoriser l'émancipation et la

responsabilisation des jeunes en difficulté face à la sexualité et aux stéréotypes sociaux sur la sexualité. Notre but est de favoriser des rapports égalitaires et respectueux entre les jeunes de sexe féminin et masculin. Cette conception cherche à redonner du pouvoir aux jeunes sur leur sexualité, afin qu'ils et qu'elles puissent remettre en question les stéréotypes socio-sexuels auxquels ils et elles adhèrent et s'affirmer dans leur vie amoureuse et érotique.

Autonomisation sexuelle de jeunes filles : le programme *Entraînement à l'amour-propre*

Dans un premier temps, une étude qualitative a été menée au Centre jeunesse de Laval auprès de vingt adolescentes qui sont devenues enceintes au cours de leur séjour en internat, ainsi qu'auprès de vingt et un intervenants œuvrant auprès d'elles. L'analyse qualitative a fait ressortir trois constats de base à leur sujet :

- 1) elles entretiennent des représentations très négatives d'elles-mêmes et de leur sexualité que l'annonce d'une grossesse permet d'atténuer;
- 2) elles éprouvent des difficultés à résoudre des conflits avec leurs partenaires amoureux ainsi qu'à résister aux pressions sociales et sexuelles, notamment lorsqu'elles proviennent de leurs partenaires;
- 3) elles ont des difficultés à résoudre des problèmes relatifs à la contraception, à la grossesse et à la planification de leurs carrières et professions.

Ces trois données majeures nous ont amenés à développer l'hypothèse d'un manque d'autonomie sexuelle comme un facteur majeur contribuant à leurs difficultés d'adaptation, tant au plan social que sexuel.

À partir de ces principaux constats, le programme *Entraînement à l'amour-propre* a été développé. Son but général est de favoriser une plus grande autonomie sexuelle et reproductive des jeunes adolescentes en difficulté. L'évaluation de ce programme a permis d'observer que les adolescentes ayant participé au programme percevaient une implication soutenue des intervenantes et des autres résidentes. Qui plus est, les adolescentes plus âgées rapportaient un climat plus permissif relatif à l'autonomie dont elles peuvent faire preuve. Tant les jeunes que les intervenantes impliquées dans *Entraînement à l'amour-propre* ont rapporté se sentir plus à l'aise pour parler de sexualité.

Assouplissement d'une vision rigide et stéréotypée de la masculinité chez les jeunes hommes en difficulté : le programme *Amour et sexualité chez l'adolescent*¹

Dans la foulée des précédents travaux, une autre étude qualitative a été réalisée, cette fois auprès des résidents masculins du Centre jeunesse de Laval. Vingt-quatre jeunes hommes ont alors été rencontrés en entrevue en profondeur et dix-huit éducateurs œuvrant auprès d'eux ont été interrogés lors de groupes de discussion. L'analyse qualitative de leurs discours a fait ressortir cinq constats :

- 1) l'importance d'une éducation sexuelle dynamique, incluant l'amour et l'érotisme;
- 2) des rapports sexuels survalorisés et stéréotypés;
- 3) des relations amoureuses idéalisées, mais difficiles;
- 4) le plaisir, l'insouciance et les préjugés sexistes comme facteurs de risque;
- 5) l'incapacité de faire face une paternité imprévue.

Ces données empiriques nous ont amenées à réaliser la nécessité de créer une intervention d'éducation sexuelle permettant d'aborder ces questions essentielles de leur sexualité, mais aussi d'accorder une importance toute particulière à leur identité masculine exacerbée pouvant mener à des comportements sexuels à risque.

Dans cette optique, le programme *Amour et sexualité chez l'adolescent*, initialement intitulé *À grands pas d'amour*, a été conçu pour prévenir les paternités orphelines et les infections transmissibles sexuellement des jeunes garçons résidant en Centre jeunesse. Pour ce faire, le programme identifie cinq cibles d'intervention qui rejoignent des objectifs fondamentaux en matière d'éducation sexuelle :

- 1) vaincre l'isolement au sujet des questions sexuelles;
- 2) prendre position sur la paternité;
- 3) mieux composer avec sa masculinité;
- 4) approfondir l'intimité;
- 5) maîtriser les habiletés nécessaires à l'utilisation du condom.

Ce programme se propose donc de tenir compte de l'adhésion rigide aux stéréotypes sexuels masculins pour aider les éducateurs à mieux composer avec les résistances et l'isolement dans lesquels les jeunes se trouvent au niveau de leur sexualité. Il vise à développer chez ces jeunes une plus grande souplesse dans leur conception et la construction de leur identité masculine afin qu'ils puissent, ultimement, développer des relations amoureuses et sexuelles égalitaires. L'évaluation a, entre autres, montré que le programme a suscité un intérêt et un engouement qui ont permis de créer un rapprochement entre les jeunes et les éducateurs.

Relations amoureuses et sexuelles des jeunes de la rue : un projet pour les années à venir

À l'heure actuelle, grâce à une subvention du CRSH, nous avons commencé un nouveau projet qui s'inscrit en continuité avec nos travaux antérieurs sur la sexualité et l'intimité chez les jeunes en difficulté. Cette recherche découle d'une étude préliminaire portant sur les représentations de la sexualité et de l'amour chez quinze jeunes hébergés en centres jeunesse ayant déjà fait un séjour dans la rue. Cette étude nous a fait voir la nécessité déjà soulignée d'étudier les conditions de vie amoureuses et sexuelles des jeunes de la rue étant donné l'importance critique de cette période pour leur vie ultérieure. Une attention toute particulière sera portée aux trajectoires amoureuses et sexuelles des jeunes en contexte de rue à partir de leurs perspectives. Pour ce faire, une cinquantaine de jeunes de la rue, des deux sexes, âgés de 18 à 25 ans et rapportant des épisodes dans la rue de durée variable, seront recrutés par les organismes œuvrant auprès d'eux. Appuyée sur la perspective critique, cette recherche espère élaborer des pistes d'intervention éducative et préventive afin de développer des relations amoureuses et sexuelles égalitaires, authentiques et respectueuses auprès de ce groupe vulnérable. À l'instar de nos précédents travaux, l'éducation sexuelle sera utilisée, dans ce projet, comme un moyen pour aller à la rencontre des besoins d'une population négligée et de leur fournir les outils nécessaires pour leur redonner un certain pouvoir d'action sur leur vie sexuelle, amoureuse et affective.

¹ Hélène Manseau et Martin Blais, *Amour et sexualité chez l'adolescent. Programme qualitatif d'éducation sexuelle pour jeunes hommes. Carnet de route*, «Collection Problèmes sociaux et interventions sociales», Presses de l'Université du Québec, 2007, 198 pages.

Diffusion d'une vidéo sur les lesbiennes âgées

Retombées concrètes de la recherche «Vieillir en étant soi-même»

par Lyne Kurtzman, responsable du développement de la recherche

Il est toujours intéressant de mentionner les retombées des recherches que nous menons à l'IREF ou à l'ARIR. La recherche sur l'hébergement pour les lesbiennes âgées publiée en 2004 par **Line Chamberland** et **Johanne Paquin** a déclenché un processus d'intégration des connaissances qui constitue un bel exemple en son genre. La recherche menée en partenariat avec le Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ) a rejoint plusieurs milieux de pratique communautaires, institutionnels et politiques dont les actions concertées visent des changements de mentalité au sein des résidences pour personnes âgées où fleurissent stéréotypes et préjugés à l'égard des lesbiennes. Dans un premier temps, les résultats de la recherche ont été traduits par le RLQ sous la forme d'un outil/vidéo. Par la suite, nous avons appris avec grand plaisir que le RLQ avait reçu des fonds du ministère de la Famille et des Aînés pour des diffusions/animations dans des résidences pour personnes âgées à Montréal.

La recherche **a fait ressortir le silence** et la vulnérabilité des lesbiennes vivant dans les résidences pour personnes âgées. Pour sa part, la vidéo **«Portraits de lesbiennes âgées»** permet à six lesbiennes avec des vécus différents de s'exprimer sur les réalités auxquelles elles font face. Au moyen de cette vidéo, le RLQ encourage l'échange entre lesbiennes âgées et autres aînés sur leurs réalités et leur vécu. La parole des lesbiennes recueillie et le climat de confiance créé par les réalisatrices ont pour effet de susciter un impact positif sur d'autres lesbiennes âgées invisibles dans leur

résidence. Les activités d'animation agissent également à une échelle plus large, dans les collectivités et la société, en contribuant à développer une meilleure compréhension de la vie des lesbiennes aînées.

On peut se procurer la vidéo «Portraits de lesbiennes âgées» en format DVD et VHS en s'adressant directement au RLQ via l'adresse courriel suivante : rlqln.info@gmail.com; informations: (514) 528-8424.



Affiche de la vidéo réalisée par:
Gin Bergeron, Suzanne Vertu
et Diane Heffernan

Identité, capacité d'action et éthique féministe

par Isabelle Courcy, doctorante en sociologie, UQAM



sociétés «meilleures» tout en promouvant des pratiques éthiques fondées sur le respect de la diversité, la poursuite de l'égalité entre les personnes et la réalisation de la justice sociale dans les communautés humaines actuelles fortement différenciées.

Historiquement, les philosophes ayant élaboré les grands principes d'éthiques ont presque toujours exclu les femmes. Selon Micheline de Sève, il aura fallu des siècles pour qu'une série de révolutions et l'évolution des mentalités nous amènent à penser que les hommes et les femmes naissent égaux

et aient un rapport spécifique à l'éthique serait notamment issue de cette logique de différenciation des sexes.

Selon Micheline de Sève, le fameux «On ne naît pas femme, on le devient» de De Beauvoir aurait ouvert la voie à plusieurs générations de femmes décidées à lever les barrières que leur dictait la soumission à l'éthique du sacrifice au nom de leur soi-disant vocation de mère ou de leur appartenance à la moitié «douce» de l'humanité. Il aura donc fallu, dès lors que les femmes entreprenaient de se construire comme individus autonomes, s'assurer d'introduire le souci de l'Autre aussi bien que de soi comme valeur «morale». L'insertion de ces valeurs, en général dévalorisées socialement, se heurta à plusieurs réticences. Ceci aurait entre autres amené Carole Gilligan à réexaminer la vie des femmes à la recherche d'un élargissement des considérations morales habituellement construites sur la seule base du raisonnement typiquement masculin.

L'éthique de la sollicitude

Bien que les thèses de Gilligan aient été abondamment critiquées pour leur essentialisme de position, l'ancienne assistante de Kohlberg fut la première à questionner les données de ce dernier. Selon les thèses de Kohlberg, la logique des petites filles montrait que ces dernières étaient incapables d'atteindre les degrés supérieurs du jugement «moral» et de trancher entre des valeurs claires sur la base de critères inspirés de l'éthique de la justice. Mais «qu'advient-il de l'humanité si les femmes et les hommes qui accomplissent les tâches

Dans le cadre des séminaires de recherche organisés par l'IREF, madame Micheline de Sève, politologue et professeure au Département de science politique de l'UQAM, a tenu le 11 avril dernier un séminaire portant sur l'éthique féministe. À la lumière de ses écrits et des textes de Fabienne Brugère, Marie-Josèphe Dhavernas, Peggy Antrobus et Martha Nussbaum, Micheline de Sève aborde les multiples débats qu'a suscités l'introduction de la dimension du genre dans la recherche des principes de construction d'une vie «bonne». Elle nous propose de réfléchir sur les façons d'échapper aux pièges d'une politique identitaire dans la construction de

en raison et en droit. L'éthique de la justice, i.e. l'éthique des philosophes, serait fondée sur une construction partielle de l'humain. Chez les Grecs, par exemple, la «vie bonne» ne concernait ni les femmes, ni les esclaves et les métèques. «Asservir d'autres humains et les traiter en objet ne scandalisait pas les Anciens ni, plus proche de nous, ceux qui pratiquent la traite des êtres humains», affirme la conférencière. Dans la même veine, plusieurs sociétés, guidées par une éthique religieuse ou des convictions solidement ancrées dans des lois se revendiquant «naturelles», dicteraient encore aujourd'hui aux femmes le sacrifice de leur liberté au nom d'un instinct dit «maternel», sinon proprement féminin. L'idée voulant que les

relevant de la sphère domestique ou du travail comme nécessité décidaient de régir leur comportement selon l'éthique de la justice des philosophes sans se soucier plus avant de servir leur prochain?», demande la conférencière.

L'élément relationnel, principal apport de la théorisation de Gilligan, serait fondamental comme donnée additionnelle à intégrer au raisonnement moral. Ce féminisme «culturel» constituerait une contribution majeure à l'avancement des connaissances. Selon Micheline de Sève, il nous aura valu des percées majeures non seulement pour comprendre pourquoi la famille est normalement le monde de la solidarité et pourquoi le traitement de la différence et des inégalités ne s'y traduit pas automatiquement par des relations de domination. La volonté de certains courants féministes d'amener ce type de savoir dans la sphère publique ne serait pas non plus à rejeter du revers de la main. En effet, la gestion des ressources humaines, dans des secteurs comme ceux de l'éducation et de la santé, basée sur un esprit de conciliation et d'attention aux besoins de personnes spécifiques et aux circonstances précises que commandent des situations éminemment variables, aurait permis de modifier des univers terriblement autoritaires et des règles bureaucratiques autrefois rigides.

Beaucoup de féministes s'opposeraient néanmoins aux thèses de Gilligan. En effet, selon la conférencière, l'utilisation de l'idée d'éthique féminine laisserait supposer résolu le problème de la division socio-sexuelle du travail «qui fait de certains des travailleurs grassement payés dans l'économie de marché privée ou dans des secteurs reconnus pendant que d'autres, affectés à des tâches de service, ou œuvrant aux mêmes tâches dans le secteur communautaire s'appauvrissent parce qu'ils ou elles jouent les bons samaritains».

Les critiques des féministes porteraient, d'une part, sur le poids de la culpabilité et de l'éthique de sacrifice et, d'autre part, sur l'opposition binaire qui a fait des hommes des battants et des femmes des «anges du foyer». Il ne serait donc pas étonnant que le féminisme, revendiquant la fin de la domination des hommes sur les femmes, ait commencé par se distancer de l'imposition aux femmes et à elles seulement de l'esprit de sacrifice au service de la famille.

Par ailleurs, bien que l'éternel féminin ait du plomb dans l'aile et que devenir des hommes comme les autres serait maintenant à la portée d'un plus grand nombre de femmes, la question ne serait pas réglée pour autant. Certes, le féminisme a démontré que la féminité était une construction sociale ; de genre ; des rapports sociaux de sexe. Néanmoins, selon Micheline de Sève, l'éthique féminine du *care* ne serait pas à évacuer si facilement. En fait, sans minimiser la force des structures de pensée et des institutions qui ont restreint le sort des femmes, il demeurerait qu'historiquement, une part

D'un point de vue éthique, il s'est avéré impératif pour plusieurs féministes de résoudre l'équation qui opposait différence sexuelle et égalité. Cependant, «si certaines telles Shulamith Firestone ont rêvé de robots, de kibboutz ou de solutions techniques pour mettre des enfants au monde et les élever, il a bien fallu se rendre à l'évidence que sur le terrain, la solution adoptée était plus souvent de s'en remettre, prosaïquement, à d'autres femmes», mentionne Micheline de Sève. De quel droit les féministes se permettraient-elles de délaisser l'autre en détresse ou d'imposer à d'autres personnes (des femmes la plupart du temps) des tâches qui impliquent un assujettissement à une routine contraire au plein développement de leur potentiel créateur ?

Égalité, éthique et féminisme

Les féministes ont d'abord revendiqué le droit de s'affirmer comme des égales dans des champs dont elles avaient été exclues au nom de la suprématie de l'organisation patriarcale. Elles ont également revendiqué la reconnais-

(...) contester la séparation de la sphère privée et de la sphère publique, comme l'ont fait plusieurs générations de féministes depuis les années soixante, c'est légitimer la prétention de fonder le champ du savoir et du pouvoir, aussi bien à partir de l'exploitation de l'expérience des femmes que de celle des hommes

de leur comportement ne pourrait s'expliquer autrement que par l'adhésion à une éthique féminine, aussi appelée éthique de la sollicitude. «Peut-on raisonnablement penser que, pendant des millénaires, les femmes n'auraient été régies que par la peur et auraient fait totalement abstraction de leur capacité proprement humaine d'agir de façon réfléchie pour améliorer leur condition et celle de leurs proches?», demande la conférencière.

sance de leur expérience humaine spécifique en réclamant l'extension du champ du politique au privé. Dire que le privé est politique, selon Micheline de Sève, c'est refuser que la différence des genres se traduise par la subordination d'une moitié de l'humanité à l'autre. En outre, dire que le privé est politique serait affirmer que ce que les femmes ont accompli dans la sphère du privé est digne d'intérêt, tout autant que le champ des événements publics

qui ont marqué l'histoire telle qu'elle nous est rapportée. Elle ajoute : «contester la séparation de la sphère privée et de la sphère publique, comme l'ont fait plusieurs générations de féministes depuis les années soixante, c'est légitimer la prétention de fonder le champ du savoir et du pouvoir, aussi bien à partir de l'exploitation de l'expérience des femmes que de celle des hommes». Dans la même veine, plusieurs féministes ont critiqué la complémentarité des rôles basée sur la différence sexuelle.

Par ailleurs, nous dit la conférencière, quelqu'un, quelque part, doit assumer la responsabilité des enfants et des personnes en mal de soutien physique ou moral. Même si les hommes et les femmes se retrouveraient à égalité sur le terrain des tâches dites domestiques ou du travail comme nécessité, «il n'en demeurerait pas moins que le

«nous» commun. Ainsi, il ne serait pas nécessaire de renoncer à ce que chacune d'entre nous a d'unique pour agir à l'encontre des contraintes extérieures qui bloquent l'action féministe. Bref, penser les femmes comme «structurées en série» permettrait de les situer en fonction de situations et de contraintes qui les affectent sans toutefois les enfermer dans une identité commune qui peut s'avérer aliénante. Cependant, la multiplication des stratégies et des discours de femmes qui se perçoivent différemment selon la position qu'elles occupent dans diverses structures sérielles compliquerait la question pratique du comment renverser une situation générale qui brime l'expression du potentiel humain de la plupart des femmes. En effet, «si les femmes fragmentent leur mouvement en myriade d'organisations disparates, comment espérer en finir avec un ordre qui,

mise en place de conditions favorables à l'actualisation du potentiel des individus qui composent la race humaine. Selon Micheline de Sève : «Nous revoici sur le terrain de l'éthique, mais d'une éthique qui ne fonctionne plus par abstraction et colle au contraire au quotidien de la vie des femmes et des hommes dans des sociétés encore très imparfaites si on les juge à l'aune de leur capacité matérielle à favoriser l'expression personnelle du potentiel humain de tout et chacun, chacune, des personnes qui n'ont que l'espace d'une vie humaine pour actualiser leur façon d'être au monde, de démontrer qu'ils et elles appartiennent au genre humain de plein droit». Dès lors, il ne s'agirait plus de catégories abstraites qui dirigent l'action des personnes sommées de s'y conformer. Il s'agirait plutôt de la qualité de la vie quotidienne telle que l'expérimentent les individus actuellement existants qui permet de juger la qualité des institutions qui prétendent encadrer leur destin. Partant de l'idée des devoirs moraux de Kant, l'individu devrait adopter une façon de se comporter pour être jugé moralement acceptable selon les institutions. Dans la proposition de Nussbaum, la proposition serait inversée: «les critères ne sont plus la performance globale des institutions mais plutôt leurs capacités à rencontrer les besoins des personnes immédiates», explique la conférencière. Bref, ce sont les institutions qui doivent s'ajuster et non l'individu.

Comme le dit Nussbaum, la liste est ouverte, il serait possible d'en discuter. Le processus est balisé, certes, mais ce sont les personnes qui seraient appelées à en définir la forme. Dans la perspective de Nussbaum, leur vie leur appartient, mais pour qu'ils ou elles puissent développer leur potentiel, le monde qui les entoure doit y être propice, ce qui implique une responsabilité conjointe de l'ensemble des institutions en termes de gouvernance locale aussi bien que globale.

(...) quelqu'un, quelque part, doit assumer la responsabilité des enfants et des personnes en mal de soutien physique ou moral.

souci d'assurer à chaque enfant qui naît en ce monde l'accès à sa part d'humanité exige de repenser le lien entre notre soif d'indépendance et le partage des responsabilités entre nous tous envers la portion de l'humanité qui requiert aide et assistance», affirme Micheline de Sève. Il ne resterait alors qu'une solution : réorganiser l'ensemble de la vie sociale sur la base de la sensibilité aux besoins des personnes dépendantes et de notre responsabilité collective à leur endroit.

En outre, afin d'éviter les pièges d'une politique identitaire, la conférencière propose d'utiliser le concept de «série», tel qu'employé par Iris Marion Young², pour penser l'éthique féministe et ses applications. Le concept de série proposerait que des personnes puissent s'unir dans une lutte commune sans pour autant se fondre dans un

lui, est loin de se disperser et au contraire, gagne la planète sur la base de l'homogénéisation globale des pratiques du néo-libéralisme?», demande la conférencière. À cet égard, Martha Nussbaum offrirait une façon de contourner ces écueils en permettant de fonder notre évaluation des pratiques féministes des femmes de toute origine sur une liste de capacités humaines à développer à travers une multiplicité de formes ayant pour but ultime la réalisation du potentiel humain de toutes les femmes de la planète.

L'approche fondée sur les capacités de la personne

La liste des capacités de base nécessaires à l'expression de la personnalité des êtres humains que dresse Nussbaum se veut ouverte. Elle désignerait un «chantier», celui de la

Micheline de Sève précise qu'il n'est pas question de centraliser la gouvernance mondiale, mais plutôt de respecter le droit des individus de décider en connaissance de cause de l'orientation de leur vie, ce qui impliquerait la libre circulation des idées.

En conclusion, la conférencière souligne que l'approche de Nussbaum n'est pas du tout celle des choix, ceux-ci pouvant se révéler être des accommodements à des formes d'oppression. Pour cette raison, Nussbaum miserait plutôt sur l'idée de capacité ou de potentiel humain et tenterait de voir comment les institutions peuvent servir les capacités d'expression de ce potentiel. Citant Butler, la conférencière souligne que contrer l'oppression requiert que l'on comprenne que les vies sont soutenues et maintenues de façon différenciée et qu'il y a des voies radicalement différentes selon lesquelles se distribue la vulnérabilité physique humaine à travers le globe³. Considérée sous cet angle, l'éthique deviendrait un domaine où les féministes, «conscientes de l'urgence de résoudre l'équation multiple des inégalités sociales (e.g. hommes-femmes, femmes-femmes, Nord-Sud), ont sans aucun doute une longueur d'avance», conclut Micheline de Sève.

Justice : Disability, Nationality, Species Membership, Cambridge/Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 2006, p. 76-81 et p. 282-29.

² Iris Marion Young, 2007, «Le genre, structure sérielle : penser les femmes comme un groupe social», *Recherches féministes*, vol. 20, n° 2, p. 23-24.

³ Traduction libre, *Butler, Undoing Gender*, Routledge, New York, 2004, p. 24.

¹ Fabienne Brugère, «La sollicitude. La nouvelle donne affective des perspectives féministes», *Esprit*, Janvier 2006, p. 1-13.

Marie-Josèphe Dhavernas, «Bioéthique: avancées scientifiques et reculs politiques», (page consultée le 29 septembre 2008), <http://multitudes.samizdat.net/spip.php?article510>, 8 pages.

Micheline de Sève, «L'éthique pensée au féminin», *Cahiers de recherche éthique*, n° 14, 1990, p. 119-132.

Peggy Antrobus, «Un leadership d'avenir», P. Antrobus, (dir.). *Le mouvement mondial des femmes*, Coll. «Enjeux Planète», Les Éditions Écosociété, Montréal, 2007, p. 239-261.

Martha C. Nussbaum, «The Central Human Capabilities», *Frontiers of*

Nouvelles parutions

Anahi Morales Hudon, «Citoyenneté plurielle: paradoxes et tensions de l'inclusion des femmes. Le cas des femmes zapatistes du Chiapas, Mexique»

Cahiers de l'IREF, n° 18, 114 pages.

Prix de publication du meilleur mémoire de maîtrise en études féministes - 2007

Penser la citoyenneté au-delà de ses formes restreintes et exclusives exige de reconfigurer celle-ci dans un horizon pluriel et inclusif. Les théories féministes égalitaristes et différentialistes ont rendu compte de l'étroitesse des conceptions classiques de la citoyenneté, tout comme de ses mécanismes d'exclusion. Ces théories se sont toutefois polarisées dans le débat égalité/différence, qui a limité l'articulation des différences avec la visée égalitariste de la citoyenneté. Cherchant à dépasser le dilemme entre universalisme et particularismes qui polarise les théories féministes de la citoyenneté, dans cet essai nous analysons les propositions conceptuelles qui visent une citoyenneté inclusive tout en conservant l'horizon d'égalité comme idéal politique. En ce sens, la citoyenneté est considérée comme paradoxale, car elle se situe continuellement dans les tensions entre identités de groupe et droits individuels. Une telle conception articule à la fois la reconnaissance des différences comme condition même de l'égalité formelle, et l'élimination de diverses formes d'oppression systémiques comme condition d'une égalité réelle. De plus, pour penser la question de l'inclusion réelle dans la citoyenneté, et donc le plein exercice de celle-ci, l'entrée du sujet dans le collectif est pensée à travers le concept d'individuation. Cette reconfiguration théorique de la citoyenneté sera analysée à la lumière des formes émergentes d'action politique que mettent de l'avant les femmes autochtones au Chiapas (Mexique). Par ce dialogue théorie/pratique, nous tenterons d'asseoir les bases d'une réflexion politique cherchant à dépasser les impasses des débats actuels sur l'inclusion dans la citoyenneté et sur son plein exercice.



«Femmes sur la scène publique: visibilité subversive»

FéminÉtudes, revue féministe étudiante de l'UQAM, vol. 13, 2008.

Ce numéro présente des textes de :

Anne-Marie Auger «L'art de la convulsion : 4.48 Psychosis et le In-Yer-Face Theatre», «Le corps ennemi : la (dé)construction des genres dans *Boys Don't Cry*», également un texte création «Tête de monstre»; Marie-Ève Blanchard «Tête-à-cœur entre conscience féministe et écriture poétique»; Pascale Bouchard et Jean-Simon Guay «Bienvenue à Hollywood; femmes déshabillez-vous!»; Marie-Claude De Souza, Carole L'Heureux et Judith Jacques «Subversions menstruelles: usage des produits menstruels réutilisables»; Julie Depelteau «Amazones en guerre»; Stéphanie Mayer et Julie Depelteau «Despentes contre la putasserie»; Liza Petiteau «Drôles de femmes artistes en costumes d'homme»; Catherine Robichaud «Femmes et indigènes : le poids de la double identité»; Marthe Tremblay-Vilao «La pornographie comme revendication féminine!» et texte création «Jeu(x) de pouvoir(s)»; Gabrielle Trépanier-Jobin «Cinéma féminin et visibilité subversive».



Ces publications sont en vente en ligne :
www.iref.uqam.ca/publications.html

Homosexualités et politique au Canada et au Québec

Dossier coordonné par Line Chamberland

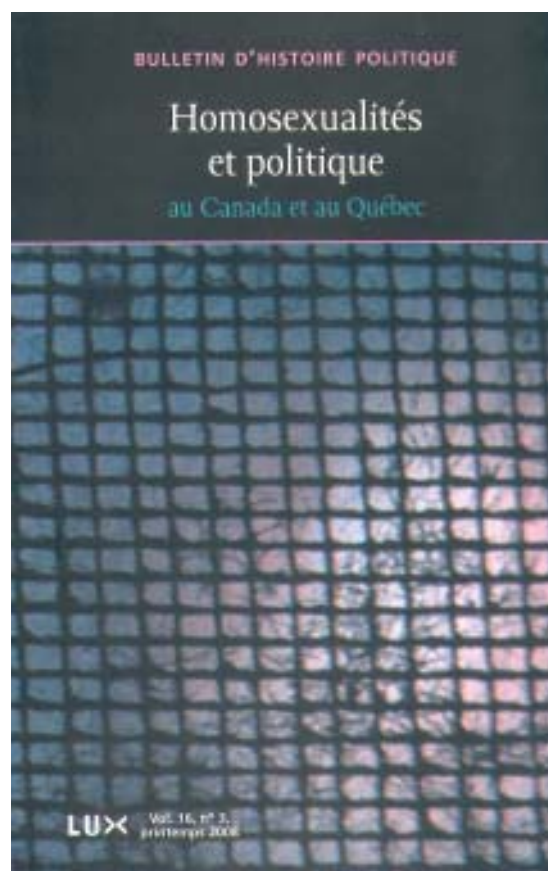
Bulletin d'histoire politique, vol. 16, n° 3, printemps 2008

Émergeant dans le contexte des mouvements contestataires des années 1970, la volonté des gais et lesbiennes de se réapproprier leur passé a renouvelé les perspectives appliquées à l'histoire des homosexualités. Ce dossier présente une entrevue avec Ross Higgins, co-fondateur des Archives gaies du Québec. Patrice Corriveau retrace l'évolution des discours religieux, scientifiques et juridiques ayant condamné l'homosexualité. Patrizia Gentile et Gary Kinsman mettent au jour les pratiques de surveillance et de répression des homosexuels durant la Guerre Froide.

Quels changements ont mené de la condamnation de l'homosexualité à sa reconnaissance officielle par l'État ? Marie-France Bureau et Jacques Papy font valoir l'importance du dialogue entre la communauté homosexuelle et l'État dans la transformation de la norme juridique. Sylvain Larocque retrace les contestations judiciaires et les débats politiques autour de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. La juriste Ann Robinson rappelle le «long chemin» parcouru depuis Sappho jusqu'à la reconnaissance de la maternité lesbienne en 2002.

En conclusion, Isabel Côté et Jacques L. Boucher s'interrogent sur le potentiel de changement d'un mouvement ayant évolué d'un militantisme libérationniste vers des revendications réformistes axées sur l'intégration sociale.

La publication est en vente à l'IREF: 10 \$



Revue *FéminÉtudes*

Appel de textes et d'œuvres «Féminismes et diversitéS culturelles»

N° 14, parution à l'automne 2009 - Date de tombée : 30 mars 2009

Renseignements: revue.feminetudes@uqam.ca

La revue *FéminÉtudes* vous invite à réfléchir à la relation entre les féminismes et les diversités culturelles et à leurs différentes manifestations ici et ailleurs. Comment appréhender d'un point de vue féministe les diversités culturelles tant au niveau pratique que théorique dans les champs politique, sociologique, philosophique, artistique, culturel et autres ?

Voici quelques pistes de réflexion : Post-colonialisme et féminismes; Diversités ethniques/religieuses et féminismes; Immigrations/mondialisation et féminismes; Diversités culturelles/compréhension interculturelle et pratiques/interventions féministes; Dynamismes d'inclusion et d'exclusion des femmes; Femmes/diversités culturelles et nations/nationalisme; Instrumentalisation et objectivation des femmes au sein des diversités culturelles; Féminismes et productions culturelles; Femmes comme agentes culturelles.

Pour la page couverture, la revue sollicite une œuvre originale en lien avec le thème. Faire parvenir deux copies de votre texte ou de votre œuvre à : feminetudes.textes@gmail.com ; l'une avec vos coordonnées (nom et prénom, téléphone, courriel, champ d'étude et niveau de scolarité) et l'autre non-identifiée. L'évaluation des textes est anonyme.

Une formation unique en français en études féministes

Au premier cycle

- ↳ **Certificat en études féministes**
- ↳ **Baccalauréat avec concentration en études féministes** intégrée à l'intérieur de tout programme où la structure le permet

Aux cycles supérieurs

- ↳ **Maîtrise avec concentration en études féministes***
 - ✦ Communication
 - ✦ Études littéraires
 - ✦ Science politique
 - ✦ Sciences des religions
 - ✦ Sexologie
 - ✦ Sociologie
 - ✦ Travail social

NOUVEAU

- ↳ **Doctorat avec concentration en études féministes****
 - ✦ Études littéraires
 - ✦ Science politique
 - ✦ Sciences des religions
 - ✦ Sociologie

* ou tout autre programme avec l'accord du responsable

** sous réserve de l'approbation par les instances de l'UQAM en janvier 2009.

Bourses d'études offertes annuellement aux étudiantes et aux étudiants inscrits en études féministes dans le cadre des bourses d'excellence de la Fondation UQAM :

Bourses de l'Institut de recherches et d'études féministes

- ↳ deux bourses de 500 \$ au premier cycle
- ↳ une bourse de 1 000 \$ au deuxième cycle

Bourse Anita Caron-Institut de recherches et d'études féministes

- ↳ une bourse de 1 000 \$ au cycle supérieur

Bourse conciliation études-famille

- ↳ une bourse de 1 000 \$ aux premier et deuxième cycles (bourse ponctuelle offerte par des membres professeures de l'Institut)

Pour contribuer à l'un de ces fonds, un formulaire est disponible au secrétariat de l'IREF.

Ensemble, soutenons la relève



COLLABORATRICES ET COLLABORATEURS

Martin Blais, Mélissa Blais, Line Chamberland, Philippe Benoît Côté, Isabelle Courcy, Micheline de Sève, Francine Descarries, Lyne Kurtzman, Hélène Manseau, Marie-Andrée Roy et Lori Saint-Martin

COORDINATION

Lorraine Archambault, agente de recherche et de planification et adjointe à la formation

MISE EN PAGE

Céline O'Dowd, secrétaire de direction et assistante de programmes